

HUMACOOP

En partenariat avec :



Compte rendu de la conférence « Pourquoi perd-on la guerre »

JEUDI 08 FEVRIER 2018 - MAISON DU TOURISME DE GRENOBLE



Discours d'ouverture :

Par Mr Pierre Micheletti, Mr Jérôme Soldeville et Mlle Amélie Metel

Conférence/ Débat : Pourquoi perd-on la guerre ?

08 Février 2018 - Maison du Tourisme de Grenoble

Bonsoir à tous, je tiens tout d'abord à remercier Humacoop et l'association des étudiants idées d'avoir pris l'initiative de cette rencontre dont le thème "Pourquoi perd-on la guerre" reprend l'ouvrage de l'un de nos intervenants, Mr Gérard Chaliand.

Durant son intervention, celui-ci apportera des éléments de réponses à la question suivante : En quoi la conflictualité a-t-elle évolué ces dernières années, à la fois dans ses formes, et dans ses positionnements ?

Le deuxième intervenant, Mr Alain Dontaine réagira quant à lui à l'intervention de Mr Chaliand en abordant les impacts et les résonances de ces nouveaux contextes de conflictualité sur les relations internationales.



En quoi la conflictualité a-t-elle évolué ces dernières années, à la fois dans ses formes, et dans ses positionnements ?

Par Mr. Gérard Chaliand, *écrivain, essayiste, géostratège, et observateur du terrain*



*Afin de répondre à cette problématique, Gérard Chaliand reprend les éléments abordés dans son récent ouvrage "**Pourquoi perd-on la guerre ? Un nouvel art occidental**"*

Dans cet essai paru en 2016, l'auteur, stratège, géopolitologue et spécialiste de

l'étude des conflits armés irréguliers, présente les succès passés et les défaites actuelles des troupes occidentales. Prenant racine dans les premières guerres entreprises par les puissances coloniales en Amérique Centrale, l'ouvrage offre une mise en perspective de l'histoire militaire occidentale et une analyse stratégique des conflits menés par l'Europe et les Etats Unis et permet de comprendre les raisons du bilan négatif de l'Occident aujourd'hui.

Depuis la victoire d'une centaine d'espagnols sur l'empire aztèque au 16^{ème} siècle, les armées occidentales sont sorties triomphantes de la plupart des combats qu'elles ont mené grâce à leur supériorité technique et militaire. Or, malgré l'avantage technologique qu'elles possèdent encore aujourd'hui, elles perdent la plupart des guerres dans lesquelles elles sont engagées. Quels étaient alors les éléments clés des victoires passées ? Pourquoi l'Occident n'arrive-t-il plus à gagner la guerre ? Quel a été le tournant majeur ?

L'apogée occidentale

Au temps où l'Europe était une puissance coloniale, les troupes étaient immergées dans les pays occupés durant des années et contrôlaient administrativement les populations. Les soldats occidentaux étudiaient ainsi la langue, et développaient une certaine connaissance des coutumes locales. Ils apprenaient à connaître le terrain, l'adversaire et ses modes d'opération. Bien que possédant la plupart du temps un nombre d'hommes inférieur à l'ennemi, les occidentaux enchaînaient les victoires. Certes, la supériorité en armements et l'avancée technologique palliaient le manque d'effectifs. Mais la véritable raison des échecs de l'adversaire résidait dans sa division et son manque de coordination. Sans sanctuaire pour s'organiser et sans soutien extérieur – deux éléments essentiels dans chaque mouvement de guérilla – l'ennemi ne pouvait vaincre. De plus, les sociétés étaient bien moins informées des avancés des combats et des pertes sur le terrain qu'à l'heure actuelle. Elles n'avaient donc que peu d'influence sur les décisions politiques de s'engager ou non sur un théâtre d'opération. L'Occident était enfin poussé par un désir de conquête, qui se ressentait dans le moral des troupes. Ces dernières, qui avaient foi en elles-mêmes et se savaient soutenues, démontraient une solidité psychologique nécessaire à la victoire.

Le XXème siècle synonyme de déroute

Le prestige des européens est perdu au XXème siècle, période à laquelle l'état d'esprit occidental change. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale le racisme, qui sous-tendait et soutenait l'expansion coloniale, devient inacceptable dans les discours officiels ce qui affaiblit la position occidentale. En 1948, alors que le colonialisme européen est critiqué par



les Etats-Unis, le droit des peuples à l'auto-détermination est également reconnu. C'est aussi le moment où les élites colonisées ayant séjourné en Europe rapportent dans leur pays une connaissance de la société occidentale qu'elles vont utiliser pour reconquérir leur

liberté. Dans ce contexte, les luttes de libération se multiplient, notamment en Indochine et en Algérie, des conflits dans lesquels la France s'enlise.

Le Vietnam marque un tournant crucial dans le lot de défaites de l'occident. Alors que la connaissance de l'adversaire est un facteur clé pour gagner une guerre, ce conflit s'est justement caractérisé par une grande ignorance américaine quant au pays, comme le Secrétaire à la Défense américaine de l'époque, R. McNamara, l'a d'ailleurs reconnu par la suite. Cette ignorance a donné lieu à une série de difficultés importantes pour les troupes américaines dont le moral a rapidement chuté. Face à des bataillons Viêt-Cong déterminés, ceci s'est révélé fatal. Le Vietnam constitue également une nouveauté dans l'histoire militaire occidentale par la surmédiation du conflit. L'omniprésence de la guerre dans les médias provoqua une forte réaction de l'opinion publique et une mobilisation sans précédent de la société civile américaine. Le fait que la population soit fermement opposée à cette guerre constitua donc également, en plus de la défaite militaire sur le terrain, un échec politique cuisant pour le gouvernement américain.

Le syndrome de l'hyper sécurité

Aujourd'hui, après une vingtaine d'année de paix relative, l'Occident n'accepte plus l'idée de mort – comme en témoignent le développement de l'idée de guerre zéro mort et l'importance grandissante des drones. Cette longue période de paix et de prospérité entraîne paradoxalement un besoin grandissant de sécurité, avec lequel la peur ne fait qu'augmenter. Mais la peur de quoi ? De qui ? D'où viendrait la menace ? Aujourd'hui, l'Etat Islamique représente l'ennemi principal de l'Occident. Bien qu'employant la terreur comme moyen d'atteindre son but – celui de créer un califat mondial – Daesh n'est pas, selon l'auteur, uniquement un mouvement terroriste en ce qu'il possède une idéologie. Il prend ainsi la forme d'un mouvement révolutionnaire de type guérilla. Désigner l'ennemi principal est une règle d'or si l'on veut mettre en place une stratégie efficace pour le contrer, or, la stratégie occidentale est totalement inadaptée à la menace. La diffusion continue des exactions commises par l'Etat Islamique par les médias occidentaux ne fait que le servir, car il s'agit précisément de sa tactique pour étendre son influence, diviser les populations et instiller le doute.

Pendant les guerres de colonisation, les adversaires de l'Occident ne le connaissaient que de manière très partielle. A partir des guerres de décolonisation, bien que toujours en infériorité technologique, ils ont réussi à prendre le dessus en alliant connaissance de l'Occident et force idéologique (nationaliste, communiste). Aujourd'hui, en plus de bénéficier d'un sanctuaire et de soutien extérieur, Daesh possède une idéologie qui lie passion patriotique et religieuse, ainsi qu'une grande connaissance du monde occidental. La supériorité technologique de ce dernier ne lui permet plus de gagner car il semble être en grande infériorité stratégique : dans une période dominée par les guerres asymétriques, l'asymétrie la plus importante ne réside pas dans la technologie ou les armes, mais bien dans l'idéologie. Ainsi, l'Occident réagit de manière contre productive face à un ennemi surdéterminé.

Auparavant visible et prévisible, l'ennemi de l'Occident est désormais insaisissable car sans visage ni frontières. Mais selon l'auteur, l'Etat Islamique ne possédant aucun programme viable en realpolitik, la menace du djihadisme dans la géopolitique mondiale est très fortement surévaluée.

Interventions et désordre international

Par Mr. Alain Dontaine, professeur de géopolitique à l'UGA



L'ONU a été créée à la fin de la seconde guerre Mondiale pour « *préserver les générations futures du fléau de la guerre* » selon les termes du Préambule de la Charte. C'est d'abord une organisation de coopération en faveur de la sécurité collective. C'est ce que proclame son art 1 :

« *Les buts des Nations Unies sont les suivants :*

- 1. Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écartier les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international,*

l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix;

- 2. Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde;*
- 3. Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion »*

La guerre s'inscrit dans une logique politique, or, ceci est contradictoire avec la Charte des Nations Unies qui veut extirper la guerre de la politique.

➤ **Logiques de puissance et désordre**

Auparavant, les inégalités de puissance commandaient le monde et assuraient sa stabilité. Aujourd'hui, ce monde est devenu instable puisque l'on ne retrouve pas ou plus de puissance capable de jouer à elle seule un rôle de régulateur ou de dominant de manière incontestable. On retrouve désormais un certain nombre de puissances régionales ayant notamment « une capacité d'influence politique », et ayant des « prétentions matérielles de grande ou moyenne puissance ». En outre, l'affaiblissement des grandes puissances a conduit à ce qui caractérise le mieux l'ordre mondial, son désordre.

➤ **Sanctions et désordre :**

Les sanctions sont désormais de plus en plus nombreuses. Celles-ci visent les régimes et les dirigeants, mais touchent aussi, voire surtout les sociétés. Souvent, la sanction a pour but premier de pénaliser la population afin de faire pression sur les décideurs.

D'une part, la sanction se traduit par une violence matérielle dans la vie quotidienne (Conséquences dramatiques d'un point de vue humanitaire : exemple des sanctions contre l'Irak de Saddam Hussein jugées inefficaces sur le plan politique et dangereuses vis à vis de la population irakienne). D'autre part, la sanction a une dimension symbolique car le fait d'être sanctionné est un phénomène humiliant, voire même synonyme d'agression. La sanction se traduit également par le fait de rabaisser, et de refuser le statut d'égalité tel qu'il est proclamé dans la charte des Nation Unies. Ceci engendre une humiliation, et un ressentiment favorable à la guerre.

Concernant les sanctions économiques, elles constituent un outil diplomatique utilisé depuis la fin de la première guerre mondiale par la Société des Nations puis par l'ONU, mais aussi par les puissances occidentales, en complément ou en substitution aux sanctions multilatérales, pour exercer une contrainte sur les États agissant de manière jugée néfaste pour la paix et la sécurité internationale. Certains économistes pensaient d'ailleurs que les sanctions économiques allaient permettre d'éviter les guerres.

➤ **Gagner la guerre...Et après ?**

L'échec du "state building" en Afghanistan, Irak ou encore en Libye fait référence à l'échec de la reconstruction après intervention. Il s'agit de l'établissement d'une série d'institutions publiques ancrées au niveau central, qui puissent assurer la sécurité et les services de base.

➤ **Des guerres non politiques**

On assiste à la réapparition de la notion de guerre juste, de guerre de punition. Des guerres dont le but n'est pas de conquérir de nouveaux territoires, marchés ou ressources mais de rétablir la morale et la justice. Ce sont donc des guerres contre des criminels et non des ennemis. Il s'agit là d'un changement fondamental de la nature de la guerre qui a des conséquences sur son déroulement, son but et sa fin. On ne négocie pas avec un criminel, on ne fait pas de compromis avec lui, ni ne lui propose d'amnistie ou de traité. Un criminel, on le détruit. Ainsi le retour d'un vocabulaire tel que « l'axe du mal » ou celui de « rogue state » change la nature de la guerre à mener.

On parle également d'un changement d'objectif : Ces guerres sont des guerres sans champ de bataille. Ce sont même des guerres qui ne se gagnent plus. La guerre en RDC ou en Afghanistan dure depuis plus de 20 ans. Les guerres interétatiques se faisaient au nom des intérêts de l'Etat, mais aujourd'hui les arguments identitaires deviennent des objectifs en soi (détruire les Tutsis parce qu'on est Hutus, tuer les Chiites parce qu'on est Sunnite...) et la haine du voisin devient l'élément de mobilisation.

➤ **Interventions et « failed states¹ »**

Beaucoup de guerres et d'interventions ont eu lieu dans des pays en situation de crise profonde, et plus particulièrement en Afrique.

La République Démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan du sud ou encore l'Erythrée sont des Etats faillis « failed states » ou effondrés « collapsed states » ayant pour caractéristique commune la faiblesse de l'Etat. Celle-ci constitue un facteur de conflits. Les causes de cet affaiblissement sont par ailleurs diverses :

- Crise post décolonisation
- Crise économique et programme d'ajustement structurel conjugués aux effets de la mondialisation / agriculture du sud = destruction des structures étatiques et sociales
- L'Etat est abattu à cause des interventions extérieures ayant pour but de chasser le pouvoir autoritaire et non démocratique. De plus, il y a un retour des conflits ethniques et un vide administratif propice à la montée en puissance d'acteurs non étatiques violents.

¹ Etats défaillants

➤ Des « guerres humanitaires » ?

En 2017, les inégalités se sont creusées dans le monde. Selon les données de l'ONG Oxfam : Sept personnes sur dix vivent dans un pays où les inégalités ont augmenté depuis 30 ans. Depuis 2015, 1% de la population mondiale détient autant que les 99% restants. De plus, huit hommes posséderaient autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité.

Par ailleurs, nous sommes passés d'un monde d'ordre basé sur les inégalités et l'injustice à un monde de désordre toujours basé sur ces inégalités et cette injustice qui ne cessent d'augmenter depuis 20 ans. Dans ce sens, les conflits armés sont donc de plus en plus probables.

Débat/échanges

Après l'intervention d'Alain Dontaine, un débat s'est poursuivi avec la salle. Les questions qui ont été posées aux trois intervenants ainsi que les remarques relatives à leurs interventions sont les suivantes :

1) *Le constat de nombreux conflits est à déplorer dans le monde, certains conflits ne sont pas reconnus et des génocides ayant eu lieu ne peuvent être banalisés en « simples » conflits.*

➤ Réponse de Gérard Chaliand : Il convient d'être prudent sur l'utilisation du mot génocide. Des problèmes de perception peuvent se présenter par rapport aux nombres de morts dans certains conflits, selon les techniques utilisées, d'où la nécessité de prendre ses précautions quant à l'utilisation de certains termes.

2) *L'ONU n'a pas été citée au cours des interventions, la question se pose sur la capacité de cette organisation à réguler les conflits dans le monde.*

➤ Réponse d'Alain Dontaine : Le système international reste un système de compétition, un système concurrentiel entre membres à égalité de droit en théorie mais avec des membres plus égaux que d'autres. Certains sont plus puissants et cette puissance leur donne un véritable « droit de gérance » du monde, voire un droit

d'intervention. L'ONU a une histoire ou est le produit de l'histoire. Il s'agit du système international mis en place par les vainqueurs de la seconde guerre mondiale. L'organisation de l'ONU le prouve amplement : l'assemblée générale et le conseil de sécurité n'ont pas la même composition ni les mêmes pouvoirs. Ce sont donc les grandes puissances qui décident du rôle des Nations Unies.

On retrouve des contradictions dans les statuts de l'ONU. Les dirigeants représentent et veulent garder le pouvoir de décision. Il existe toujours une logique de puissance contraire au multilatéralisme, d'où la difficulté à faire respecter le droit international.

- Réponse de Pierre Micheletti : la récente vision du monde s'est construite à la sortie de la seconde guerre mondiale, à l'époque il n'existait que très peu d'Etats, organisés sur une vision étriquée du monde, tandis que plus récemment, les frontières ont été multipliées par quatre avec la création de nouveaux états. Le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) a été créé par l'Europe pendant la deuxième guerre mondiale, et aujourd'hui se pose le problème du respect de ses règles par ces mêmes pays fondateurs. Le contexte des interventions des Nations Unies pose problème car toutes les parties prenantes ne sont pas acceptées (exemple : Irak, Afghanistan), cela créant des souffrances extrêmes pour les peuples victimes de ces conflits.

3) Existe-t-il une différence entre les guerres et les conquêtes ? Y-a-t-il des différences de motivation ?

- Réponse d'Alain Dontaine : les guerres de conquêtes sont normalement "interdites". Les conflits armés portent sur des territoires.

4) Les colonisateurs ont-ils toujours en tête l'idée de soumettre les peuples ? (Contexte de la colonisation espagnole au Mexique)

- Réponse de Gérard Chaliand : les colonisateurs ont manipulé les peuples. Aujourd'hui, l'Amérique latine est catholique et parle espagnol.

5) Quels étaient les intérêts de la destruction de la dictature en Irak, alors que le pays connaissait un certain développement ? pourquoi cette brutalité en dehors d'intérêts importants ?

- Réponse de Pierre Micheletti : avec l'exemple de l'Afghanistan : des moyens religieux ont été utilisés pour lutter contre les communistes, mais la situation s'est retournée pour créer le contraire de ce qui était attendu. La négligence des Européens a porté sur le développement de ce pays, due à une vision simpliste, à poser le problème de la considération des populations dans la prise de décisions, par la séparation des peuples pachtoune.

6) Par rapport au droit de veto, comment explique-t-on que certains pays en soient exclus ?

- Réponse d'Alain Dontaine : les résolutions du conseil de sécurité posent le problème de qui fait appliquer les décisions, de part la même composition du conseil de sécurité. L'idée veut que l'Etat doit protéger son peuple et s'il ne le fait pas l'ONU peut intervenir, on parle ici d'une responsabilité de protection. L'exemple de l'intervention de Rony Brauman sur la question de la Libye montre le résultat de cette problématique, il a apporté une vision réaliste de la situation, tandis que les explications officielles étaient faussées.

7) Le maintien des guerres a-t-il pour origine des intérêts ? le but lucratif des puissances mène-t-il à la volonté de ne pas faire cesser les conflits ?

- Réponse de Pierre Micheletti : Les intérêts économiques sont certains, il existe une véritable industrie de la guerre. Des nouvelles technologies sont financées et l'emploi de compagnies privées a forcément des intérêts financiers.

8) Est ce que la puissance atomique crée une forme d'autorité des pays possédant cette arme ?

- Réponse de Gérard Chaliand : Au départ, seuls les Etats Unis possédaient la bombe atomique, puis ce fut au tour de la Russie et de la France. Ceux qui la détiennent ne veulent pas que les autres la possèdent. C'est une arme de dissuasion réelle. Certains pays veulent se sanctuariser comme l'Iran. D'autre part, il existe une hypocrisie de la part des pays européens dans ses interventions.

Ce compte rendu a été réalisé par :

Dina Triqui, Amélie Metel et Cécile Ponthieux

Contact :

HUMACOOP - Association Loi 1901

8, rue Chenoise - 38000 Grenoble - Tél : 04 76 51 11 06

www.humacoop.com - info@humacoop.com